

[HTTP://WWW.EUROPE1.FR/SOCIETE/VIOLENCES-BLOCAGES-ARRETES-MUNICIPAUX-COMMENT-LES-ANTI-LINKY-TENTENT-DE-FREINER-ENEDIS-3662270](http://www.europe1.fr/societe/violences-blocages-arretes-municipaux-comment-les-anti-linky-tentent-de-freiner-enedis-3662270)

SOCIÉTÉ

Violences, blocages, arrêtés municipaux : comment les anti-Linky tentent de freiner

Enedis

09h44, le 25 mai 2018, modifié à 10h24, le 25 mai 2018



Par peur des ondes ou de la collecte des données personnelles, des protestataires refusent l'installation de ce boîtier jaune fluo, pourtant garanti sans danger pour la santé ou la vie privée par l'entreprise Enedis.

L'ENQUÊTE DU 8H

Aux quatre coins de la France, la résistance s'organise. Des "poches" de protestataires refusent l'installation des [compteurs d'électricité Linky](#), mis en place petit à petit par l'entreprise Enedis. Près de trois ans après le début du déploiement de ces boîtiers "intelligents", [sujets de nombreuses polémiques](#), leur mobilisation revêt diverses formes. Europe 1 a enquêté.

"Principe de précaution". À Conflans, dans les Yvelines, Hugues a par exemple fixé des chaînes et des barres de fer sur son compteur "traditionnel", afin qu'il ne puisse pas être remplacé. "Elles sont attachées derrière avec un cadenas. Là, il y a deux cadenas...", démontre-t-il. "Donc je pense que les installateurs n'insisteront pas

! Mais au minimum il faudrait appliquer le principe de précaution. Parce qu'on pourrait arriver à des problèmes comme l'amiante."

Ce combat est aussi devenu celui de centaines de communes, qui votent des délibérations contre l'installation de Linky en conseil municipal. C'est le cas à Pourrain, près d'Auxerre, où un arrêté a demandé à Enedis "*de suspendre leurs remplacements de compteurs*", explique le maire, Roger Prignot. "Ils ont quand même continué", déplore-t-il. "*Enedis nous a emmenés au tribunal administratif, on a bien compris qu'il serait compliqué pour nous de se battre : c'est le pot de terre contre le pot de fer. On est impuissants et on subit*".

L'entreprise installatrice a confirmé à Europe 1 ne pas tenir compte de ces votes et les attaquer en justice. Elle déploie aussi des Linky chez les particuliers, même en cas de lettre de refus.

ENTENDU SUR EUROPE 1

Les gens ne veulent pas du compteur, ils sont en litige... Du coup des fois on se fait agresser, oui

UN INSTALLATEUR DE COMPTEURS LINKY

Des installateurs agressés. Face à cette détermination, la lutte se radicalise et les techniciens subissent parfois la colère des habitants. Ils sont d'ailleurs surnommés les "miliciens d'Enedis" sur certains sites internet. L'un d'entre eux [a été agressé début mai dans le Var](#). L'un de ses homologues, rencontré près d'Auxerre, n'y voit rien d'étonnant : "*les gens ne veulent pas du compteur, ils sont en litige... Du coup des fois on se fait agresser, oui*".

"Vous nous touchez pas notre compteur, sinon ça ne va pas se passer comme il faut", s'est déjà entendu dire cet installateur. "J'ai subi, je me suis fait embrouiller. Ça a failli partir un peu en 'javelle', c'était chaud !"

La lutte anti-Linky passe aussi par des pétitions, 92 rien que sur le site [change.org](#). Sur internet, des vidéos critiquent aussi la "Linkysition". Enfin il y a la justice : 5.000 plaignants et plusieurs avocats [sont en train de monter des actions collectives](#).

Des rumeurs et des craintes. Comment s'explique cette vive opposition ? D'abord par les rumeurs qui ont circulé sur la nocivité des ondes émises par les nouveaux compteurs. Pourtant selon l'agence nationale de sécurité sanitaire, un compteur Linky émet nettement moins de rayonnement électro-magnétique que la limite autorisée. Il y a aussi des craintes pour la protection des données personnelles... Mais là encore, le relevé des compteurs est [scrupuleusement encadré par la Cnil](#), le gendarme de l'informatique.

Forte de ces arguments, Enedis elle-même ne s'attendait pas à une telle opposition en France, selon Bernard Lassus, directeur du programme Linky. "Nous faisons très, très attention à cette radicalisation, notamment vis-à-vis de la sécurité de nos poseurs", explique-t-il. "Maintenant, dès qu'un poseur voit une agressivité qui est trop importante, il ne pose pas. Et deuxièmement, on forme nos poseurs aux situations de violence et d'agression." Malgré la fronde, l'entreprise pense pour le moment tenir son calendrier de déploiement des 35 millions de compteurs jusqu'en 2021. Le cap des 11 millions vient d'être franchi.

SUR LE MÊME SUJET :

- [Chaîne humaine contre les compteurs Linky : "Nous avons besoin de résister"](#)
- [Var : ouverture d'une enquête après l'agression d'un installateur de compteurs Linky](#)
- [Le compteur Linky "n'est pas Facebook", assure le PDG de Direct Energie](#)



Par François Geffrier, édité par **Margaux Lannuzel**

Page mise en ligne sur : <http://www.santepublique-editions.fr/objects/Europe1-25-mai-2018-le-journaliste-Francois-Geffrier-omet-de-mentionner-la-violence-des-poseurs-de-Linky-Enedis.pdf>